

CORRUPTION

La lutte en trompe-l'œil du Kremlin contre la corruption
<https://www.mediapart.fr/journal/international/020118/la-lutte-en-trompe-l-oeil-du-kremlin-contre-la-corruption?onglet=full>
2 Janvier 2018 par Agathe Duparc

À trois mois de la présidentielle, le pouvoir vante son action en matière de lutte anticorruption. Outre la condamnation à huit ans de prison du ministre Oulioukaev, plusieurs gouverneurs et responsables des forces de l'ordre sont tombés ces derniers mois. Mais les proches de Poutine restent intouchables.

En cette veille de fêtes de fin d'année, un vent de paranoïa souffle dans les cabinets des ministères et des grandes entreprises étatiques. Comme le rapporte le journal en ligne The Bell, entre fonctionnaires, la consigne a été donnée de se méfier comme de la peste des cadeaux emballés ou des corbeilles remplies de victuailles et de boissons, de peur que quelqu'un n'y ait glissé des billets ou que cela ne soit considéré comme un « pot-de-vin ».

Cette année, tout au plus est-il possible d'accepter une carte de vœux ou une boîte de chocolats, pourvu qu'elle ne coûte pas plus de 3 000 roubles – une limite fixée en 2014, mais que tout le monde enfrenait joyeusement jusqu'ici –, témoigne « l'assistant d'un ministre » cité anonymement par le journal, expliquant que cette grande méfiance s'est renforcée après la condamnation, vendredi 15 décembre, à huit ans de colonie pénitentiaire du ministre Alexeï Oulioukaev.

L'ancien ministre du développement économique, qui dénonce une « provocation », avait été arrêté en novembre 2016, alors qu'il venait d'accepter de la main du président du géant pétrolier Rosneft, Igor Setchine, un sac contenant deux millions de dollars, afin, selon l'accusation, de donner son feu vert à une transaction : le rachat de 50 % de Bachneft par Rosneft. De mèche avec les enquêteurs, Setchine lui avait alors également remis « une corbeille de saucissons », une expression qui depuis est devenue mythique sur les réseaux sociaux et synonyme de grand danger.

Et c'est également un paquet enrubanné – et qui contenait, lui, 400 000 euros – qui a fait tomber le gouverneur de la région de Kirovsk, Nikita Belykh, un ancien proche de l'opposition arrêté en juin 2016 dans un restaurant moscovite. Il dit lui aussi être tombé dans un « piège ».

À trois mois de la présidentielle de mars 2018, qui devrait sans surprise introniser « Poutine IV », le pouvoir met les bouchées doubles pour vanter son action en matière de lutte anticorruption.

Les déclarations d'intention et les initiatives se multiplient, sur fond d'arrestations ultra-médiatisées et ciblées. Toutefois, aucun des proches du président russe n'a jamais été inquiété, en dépit des enquêtes documentées de l'opposant Alexeï Navalny. Lequel vient justement d'être déclaré inéligible.

Vendredi 15 décembre, le jour de l'annonce du verdict dans le procès Oulioukaev, s'est tenue à Moscou une réunion de coordination

entre les plus hauts responsables des organes de sécurité du pays et des représentants de l'administration présidentielle, chargés de mettre en œuvre le « plan national anticorruption 2016-2017 », qui avait été impulsé par un oukase du président Poutine en avril 2016.

Le parquet général de Russie, qui chapeaute le dispositif, a rendu publique toute une série de chiffres, tableaux et statistiques, estimant que le coût de la corruption au cours des trois dernières années avait atteint 148 milliards de roubles (2,1 milliards d'euros), avec une année record en 2016 (78 milliards de roubles), et qu'il fallait mettre fin à ce « fléau ».

« Des efforts significatifs ont été réalisés afin de réprimer et de prévenir le détournement de fonds budgétaires alloués à la mise en œuvre de programmes fédéraux ciblés, en préparation à la tenue de championnats du monde de football, et la lutte contre la corruption a été intensifiée dans les régions les plus touchées », peut-on lire dans le communiqué de presse, sans autres détails.

En 2016, 33 000 infractions pour faits de corruption ont été enregistrées, avec une progression de 1,5 % par rapport à l'année précédente. De janvier à septembre 2017, plus de 12 000 personnes ont été inculpées, dont plus de 1 000 fonctionnaires occupant des postes dans les organes exécutifs ou législatifs. Parmi eux, 150 travaillaient à l'échelon fédéral.

Le ménage bat son plein au niveau régional. Plusieurs personnalités sont dans le viseur de la justice. Parmi les victimes, on trouve l'ancien gouverneur de la République des Maris, Leonid Markelov, arrêté en avril 2017 pour des pots-de-vin estimés à 235 millions de roubles (3,3 millions d'euros) reçus de la part d'un homme d'affaires, et qui, en attente de son procès, écrit des poèmes à Vladimir Poutine pour être gracié ; ou l'ancien chef de la république d'Oudmourtie, Alexandre Soloviev, qui reconnaît en partie sa culpabilité et est soupçonné d'avoir touché 140 millions de roubles (2 millions d'euros) en échange de son feu vert pour la construction de ponts.

L'ancien gouverneur de la région de Tcheliabinsk Mikhaïl Yurevitch est poursuivi depuis mars 2017 pour avoir reçu des dessous-de-table d'un total de 24 millions de roubles (376 000 euros) de la part du ministre régional de la santé. En 2014, il avait été renvoyé pour avoir dilapidé des fonds budgétaires en gardes du corps et en hélicoptères, gagnant ainsi le surnom de « Micha Vertoliot » (« Micha l'hélicoptère »).

Son successeur, le gouverneur Boris Doubrovski, traîne aussi derrière lui quelques retentissantes casseroles, mais, loyal à l'égard du Kremlin, il a été épargné. Une enquête publiée dans le cadre des « Panama Papers » a pu prouver qu'il était, en 2014, à la tête d'une fortune offshore et titulaire d'un compte en banque en Suisse, en violation flagrante de la loi interdisant aux hauts fonctionnaires, à leurs femmes et à leurs enfants de détenir des actifs à l'étranger.

Une autre affaire défraie la chronique : celle du « colonel-milliardaire » Dmitri Zakharchenko. Ancien chef du département « T »

du ministère de l'intérieur (lutte contre la corruption), il a été arrêté pour détournement de fonds et pour abus de pouvoir en septembre 2016. Il s'avère être à la tête d'une fortune immobilière en Russie et à l'étranger, avec des comptes en banque en Suisse, sans rapport avec son salaire. Toute sa famille en aurait largement profité : 124 millions de dollars et 1,5 million d'euros en liquide ont ainsi été retrouvés dans l'appartement de sa sœur.

À côté de cela, la « Prokuratura » est aussi chargée de contrôler les déclarations de patrimoine des hauts fonctionnaires qui, chaque année, doivent remplir des formulaires qui sont rendus publics. Pour les neuf premiers mois de 2017, 60 000 irrégularités ou violations ont été signalées, et 19 000 personnes ont été soumises à des procédures disciplinaires pour ne pas s'être pliées à leurs obligations anticorruption, ce qui a abouti au renvoi pour « perte de confiance » de 790 d'entre elles.

Le site du parquet général publie aussi en libre accès la liste, en principe complète, des entreprises russes condamnées pour « paiements illégaux » – elles sont au nombre de 219 pour 2017 –, un instrument qui permet de les exclure de tout appel d'offres organisé par l'État, comme le veut une législation adoptée en 2013.

Concours de vidéo anticorruption

Plusieurs initiatives ont été lancées en direction de la société civile. Fin 2017, un sondage interactif en ligne avait permis à des anonymes de s'exprimer sur ces thèmes : un quart des personnes avait répondu avoir versé des dessous-de-table, en premier lieu à des fonctionnaires, alors que 60 % disaient n'avoir jamais été confrontées au phénomène.

En juin dernier, un concours a été ouvert aux jeunes de 14 à 30 ans pour la réalisation d'affiches ou de vidéos sur des thématiques anticorruption, dans le cadre d'une vaste campagne intitulée « Le parquet contre la corruption ». Dans le rôle de « Monsieur Propre », Youri Tchaïka, le procureur général, déclarait récemment qu'il fallait encourager la naissance d'une « jeunesse défendant des orientations utiles au pays ».

Ce qui n'a pas manqué de provoquer des réactions sarcastiques en chaîne, plusieurs médias d'opposition se demandant si le film-enquête d'Alexeï Navalny, consacré au business florissant des deux fils du procureur Tchaïka – et à leurs liens avec le crime organisé – serait récompensé. Ou si la campagne « Le parquet contre la corruption » était la réponse aux manifestations organisées le 26 mars 2017 dans toute la Russie par le même Navalny, au lendemain de la publication d'une investigation fouillée sur la fortune cachée du premier ministre Dimitri Medvedev (voir ici la version sous-titrée en français).

Des dizaines de milliers de Russes, dont beaucoup de lycéens et d'étudiants, étaient alors descendus dans la rue pour exprimer leur exaspération, sans que cela n'aboutisse à la moindre vérification.

En poste depuis 2006, Youri Tchaïka incarne ainsi à lui seul la schizophrénie et le cynisme qui règnent au sommet de l'État. Le procureur s'en est toujours sorti avec une pirouette, expliquant

qu'Igor et Artiom, ses deux fils, âgés respectivement de 29 et 33 ans, étaient des hommes d'affaires hors pair, ayant bâti seuls leurs fortunes grâce « à leurs cerveaux ». Ou encore accusant Navalny d'être financé par des « agents de l'étranger », en particulier le Britannique Bill Browder, cofondateur du fonds d'investissement Hermitage Capital, qui est en guerre avec la justice russe.

En juin 2016, le nom des frères Tchaïka avait mystérieusement été remplacé dans le registre du commerce par des noms de code incompréhensibles – ЛСДУЗ et ЫФЯУ9 –, avant de disparaître purement et simplement des fiches concernant 12 biens immobiliers, dont deux luxueux appartements acquis à Moscou par Igor alors qu'il n'avait que 18 ans ! Navalny intentait alors une action en justice, sans succès.

Les dossiers à charge de sa « Fondation anticorruption » (FBK), consacrés à plusieurs proches de Poutine devenus milliardaires, s'entassaient ainsi depuis quelques années. Le dernier en date, le 21 décembre, a permis de débusquer un appartement parisien, avenue Victor-Hugo, acheté 1,7 millions d'euros en 2016 par Ekaterina Solonitskaya, la directrice du centre culturel russe, un organisme étatique. Personne ne lui connaissait jusqu'ici de fortune et tout laisse à penser que ce bien immobilier a été acquis par son ancien mari, Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin et déjà grand amateur de montres de luxe, de propriétés et de yachts.

En avril 2016, les révélations des « Panama Papers » n'avaient pas non plus produit d'effets. On découvrait alors la vie cachée du violoncelliste Sergueï Roldouguine, ami d'enfance de Vladimir Poutine et grand patriote affiché qui a placé plus de deux milliards d'euros dans des paradis offshore. Le président russe expliquait qu'aujourd'hui beaucoup d'artistes se devaient d'être des hommes d'affaires et que « l'argent ainsi gagné avait servi à l'acquisition d'instruments de musique ».

Plus récemment, les « Paradise Papers » ont une fois de plus montré que les grands noms de l'élite russe – les frères Rotenberg, Guennadi Timtchenko, Oleg Deripaska, Alisher Ousmanov, Leonid Mikhelson – utilisaient des montages offshore pour mettre à l'abri leurs actifs, en dépit du discours officiel sur la « désoffshorisation » de l'économie martelé par Poutine. La seule surprise était la découverte d'investissements, à hauteur de 80 millions d'euros, dans des projets immobiliers en Europe par Marina Setchine – l'ancienne épouse d'Igor Setchine (le patron de Rosneft) –, propulsée au rang de femme d'affaires après son divorce en 2011, alors qu'elle avait toujours été une modeste femme au foyer.

Les affaires de corruption touchent soit des fonctionnaires de rang inférieur, soit « des "insolents" qui agissent à leurs risques et périls », expliquait récemment à Mediapart Andreï Zykov, ancien enquêteur de Saint-Pétersbourg qui a travaillé sur la dernière procédure mettant en cause le président russe.

« Aujourd'hui, la corruption implique avant tout des structures qui sont sous le contrôle de Poutine. Ceux qui travaillent pour Poutine ne sont jamais traduits en justice et le FSB, le ministère de l'intérieur et le parquet général (Prokuratura) les protègent »,

disait-il, jugeant ainsi qu'une « verticale de la corruption » avait été mise en place.

Il y a aussi tous ces anonymes dont personne n'entendra jamais parler. Le journal RBK s'est penché sur les jugements rendus au titre des articles 290 et 291 du Code pénal russe (remise ou acceptation d'un pot-de-vin en argent).

De 2014 à 2017, 70 % des condamnations portaient sur des sommes de moins de 10 000 roubles (144 euros) et concernaient avant tout des instituteurs, des professeurs et des médecins, ou ceux qui leur graissaient la patte pour obtenir de meilleurs services. Sur 19 400 personnes condamnées durant cette période, seules 1,5 % d'entre elles avaient remis ou touché un pot-de-vin supérieur à 1 million de roubles (15 000 euros).

« Pour les organes de sécurité, attraper des gens pour de petits dessous-de-table est l'option la plus simple. Cela demande moins d'efforts que s'il s'agit d'un "sujet spécial" [quelqu'un d'important comme un député, un ministre ou un juge – ndlr] », explique Kirill Titaev, chercheur en droit à l'université européenne de Saint-Pétersbourg.